Assurer la sécurité des enfants et des jeunes et leur procurer un avenir sûr

© MAECD/Bruce Paton/Mozambique

L'aide au développement a permis d'améliorer la vie de nombreux enfants dans le monde grâce à des programmes visant la santé, l'éducation, la nutrition, l'accès à l'eau et aux installations sanitaires, et les revenus des ménages. Cependant, certains enfants demeurent marginalisés et ne profitent pas de ces programmes, notamment les enfants travailleurs, les enfants touchés par un conflit armé ou une catastrophe naturelle, et les enfants victimes d'exploitation sexuelle ou de trafic humain. Selon les estimations, de 500 millions à 1,5 milliard d'enfants, surtout des filles, sont toujours victimes de violence, d'exploitation et de mauvais traitements chaque année. À l'heure actuelle dans le monde, on compte plus de 700 millions de femmes qui se sont mariées alors qu'elles étaient encore enfants. De plus, 168 millions d'enfants sont contraints de travailler.

Le Canada est un chef de file mondial dans le domaine des droits des enfants. Le gouvernement a participé à la rédaction de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), et a tenu la première conférence internationale sur les enfants victimes de la guerre, en 2000. Le Canada a également eu une grande influence sur la formulation des instruments internationaux axés sur les enfants, y compris le protocole facultatif de la CDE sur les enfants victimes de conflits armés. Au cours des dernières années, le Canada a acquis une expertise de pointe dans plusieurs domaines de la protection de l'enfance et de la promotion de la participation des enfants aux décisions qui ont des répercussions sur leur vie.

Le Canada travaille dans les pays en développement afin de renforcer les systèmes nationaux qui soutiennent les droits des enfants et des jeunes, surtout des filles, et leur protection contre la violence, l'exploitation et les mauvais traitements. Des travaux sont en cours afin de s'assurer que les écoles sont sécuritaires et constituent un environnement d'apprentissage adapté aux enfants qui leur fournit des occasions d'exploiter leur plein

Le Canada dirige les efforts déployés par les Nations Unies pour mettre un terme au mariage d'enfants, au mariage précoce et au mariage forcé

Le Canada a contribué activement à attirer l'attention du monde entier sur la pratique du mariage d'enfants, du mariage précoce et du mariage forcé et à encourager la prise de mesures pour y remédier. À l'automne 2013, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a piloté conjointement avec la Zambie la première résolution portant expressément sur le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé, et cette résolution adoptée par consensus a été cosignée par 109 pays. Le Canada a aussi coprésidé un événement de marque sur cette question au cours de l'Assemblée générale pour sensibiliser davantage les participants aux répercussions de cette pratique dans le monde.

Le Canada a intensifié l'exécution de ses programmes afin de mettre un terme au mariage d'enfants, au mariage précoce et au mariage forcé. Il a entre autres lancé des projets pour s'attaquer aux causes et aux conséquences de cette pratique en Afghanistan, en Éthiopie, au Ghana, en Somalie et au Zimbabwe. De plus, le Canada verse une contribution de 20 millions de dollars sur deux ans à l'UNICEF afin d'accélérer la tendance pour enrayer le mariage d'enfants au Bangladesh, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana, au Yémen et en Zambie.

© MAECD/États-Unis